

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/M/39
6 novembre 1998

(98-4347)

Organe d'examen des politiques commerciales
23-24 juin 1998

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

NIGÉRIA

Compte rendu de la réunion

Président: S.E. M. Ali Said Mchumo (Tanzanie)

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT | 3 |
| II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DU NIGÉRIA | 4 |
| III. DÉCLARATION DU PREMIER PRÉSENTATEUR..... | 6 |
| IV. DÉCLARATION DE LA DEUXIÈME PRÉSENTATRICE..... | 7 |
| V. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES..... | 8 |
| VI. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DU NIGÉRIA ET AUTRES OBSERVATIONS..... | 14 |
| VII. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT..... | 19 |

I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT

1. Le deuxième examen de la politique commerciale du Nigéria a eu lieu les 23 et 24 juin 1998.
2. Le Président (S.E. M. Ali Said Mchumo), dans son mot d'ouverture sur l'examen de la politique commerciale, a souhaité la bienvenue à la délégation du Nigéria, dirigée par S.E. M. Emmanuel Udogu, Ministre du commerce et du tourisme, aux présentateurs, Mme Florence Dobelle (France) et M. Moncef Baati (Tunisie) ainsi qu'aux membres de l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC). L'OEPC devait fonder son examen sur deux rapports, celui du gouvernement du Nigéria, reproduit sous la cote WT/TPR/G/39, et celui du Secrétariat de l'OMC, reproduit sous la cote WT/TPR/S/39. Plusieurs délégations avaient présenté leurs questions à l'avance, par écrit.

II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DU NIGÉRIA

3. Le représentant du Nigéria a rappelé dès le début que son pays adhérait aux principes du système commercial multilatéral, comme en témoignaient les politiques économiques de plus en plus ouvertes et libérales qui avaient été mises en place, les réformes administratives et réglementaires qui avaient été entreprises ainsi que les mesures qui avaient été adoptées pour faire en sorte que le secteur privé joue un rôle plus efficace et plus important dans l'économie. Après le dernier examen de la politique commerciale du Nigéria, en 1991, le gouvernement avait continué de mettre en œuvre les réformes de ses politiques budgétaire, monétaire et commerciale, dans le but d'accroître la prévisibilité, la transparence et la confiance, y compris la discipline budgétaire et la stabilité économique. À cet égard, le Nigéria n'avait que peu progressé, sans doute en raison des problèmes inattendus qui s'étaient posés sur sa route. Quoi qu'il en soit, les principaux enjeux restaient le rétablissement de la confiance dans l'économie nigériane, dans le but de stimuler l'investissement direct tant intérieur qu'étranger.

4. La performance de l'économie nigériane avait été dans l'ensemble assez mitigée. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) était passé d'un taux de croissance négatif en 1993 à un taux de croissance positif de 1,3 pour cent en 1994. La progression s'était poursuivie avec des taux de 3,3 et de 3,8 pour cent pour 1996 et 1997, respectivement. Ces améliorations, si modérées fussent-elles, étaient attribuables en grande partie au développement observé dans les secteurs de l'agriculture, du pétrole, de la construction et du bâtiment et des services bancaires et financiers. Dans le secteur des industries manufacturières, l'activité économique n'avait pas réussi à se sortir de sa léthargie, ce qui s'était révélé lourd de conséquences pour la croissance économique globale et l'objectif de promotion et d'expansion des exportations hors pétrole.

5. Un niveau relativement élevé de stabilité macro-économique avait aussi été atteint. Grâce à des mesures budgétaires rigoureuses, le déficit budgétaire global avait pu être ramené de 110 milliards de naira en 1993 à 87 milliards de naira en 1994. Des excédents budgétaires de 1 milliard de naira et de 5 milliards de naira avaient été enregistrés en 1995 et 1996. Les taux d'intérêt et les taux de change étaient demeurés stables et le taux d'inflation s'élevait à environ 8 pour cent en décembre 1997. À la fin de la période de référence, les réserves en devises se chiffraient à 7,7 milliards de dollars EU. Néanmoins, l'économie nigériane était restée vulnérable aux tendances extérieures. Parmi les changements en profondeur qui devaient être apportés afin d'atteindre une performance économique durable, il fallait inclure la libéralisation des échanges et des régimes d'investissement, des réformes dans les domaines de l'administration et de la réglementation et la mise en place de politiques et de mesures à long terme afin de corriger les déséquilibres structurels de l'économie.

6. En particulier, le Décret de 1988 sur la promotion des entreprises nigérianes avait été remplacé par le Décret de 1995 sur la Commission nigériane de promotion des investissements, lequel autorisait une propriété étrangère intégrale (participation à 100 pour cent) dans tous les secteurs de l'économie et garantissait l'investissement étranger contre la nationalisation et l'expropriation. En complément de ce décret, le Décret n° 17 de 1995 sur les opérations de change (Surveillance et Dispositions diverses) autorisait les étrangers à investir dans des actions ou dans des instruments du marché monétaire et à utiliser à cette fin des capitaux légalement transférés de l'étranger. Le rapatriement sans restrictions des dividendes réalisés sur de tels investissements ou de capitaux provenant d'une vente ou d'une liquidation devenait aussi autorisé. Les progrès considérables réalisés à l'égard des engagements pris par le Nigéria à la suite des récentes négociations de l'OMC en matière de services financiers démontraient le sérieux de ses positions de principe dans ces domaines.

7. En harmonie avec les initiatives stratégiques susmentionnées, des modifications avaient été apportées à la législation nigériane, dont l'entrée en vigueur était prévue pour 1998, et visaient à libéraliser l'économie et à éliminer les divers obstacles à la concurrence dans les secteurs des industries extractives (pétrole, mines), de l'énergie et des télécommunications. Les monopoles

existants devaient aussi faire l'objet d'une privatisation, en vertu d'un cadre stratégique de "privatisation orientée". La première entreprise candidate à la privatisation, Nigeria Telecommunications Limited (NITEL), devait être privatisée avant la fin de 1998.

8. Le gouvernement s'était également lancé dans d'autres réformes administratives et juridiques majeures touchant les douanes et l'administration des ports, les marchés financiers, la fiscalité et les incitations à l'exportation, dans le but de réduire les frais de transaction et d'exploitation, de faire en sorte que les règles du jeu soient équitables pour tous les investisseurs et de promouvoir la concurrence et l'efficacité, pour le bénéfice du consommateur. Le programme Horizon 2010 devrait donner une orientation à long terme au développement économique et permettre de renforcer les mesures actuelles, axées sur les marchés. Le succès du programme Horizon 2010 était étroitement lié à un partage bien défini des responsabilités entre les secteurs public et privé de l'économie.

9. Pour ce qui était de la libéralisation des importations, au cours de la période qui avait suivi le dernier examen de la politique commerciale, la fourchette des droits de douane avait été réduite de 50 pour cent dans le but de stimuler la concurrence ainsi que l'efficacité. Les réductions avaient touché principalement les droits applicables aux biens de consommation, alors que les droits sur les matières premières et sur les biens intermédiaires avaient été majorés. De même, un nombre considérable de produits avaient été enlevés de la liste des importations prohibées.

10. Rappelant que les consultations du Comité de l'OMC des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements avec le gouvernement du Nigéria étaient dans une impasse depuis le début de 1998 et que la question avait été portée à l'attention du Conseil général, le représentant du Nigéria a annoncé que les Ministres concernés s'étaient réunis afin de passer en revue les préoccupations des partenaires commerciaux du Nigéria et qu'ils avaient proposé au gouvernement une nouvelle réduction de cinq à trois ans du calendrier de suppression progressive des interdictions à l'importation, soit jusqu'à l'établissement du budget de l'an 2000. Le Nigéria tenait déjà des séances de consultation informelle avec certains Membres au sujet du calendrier de trois ans proposé, lequel serait officiellement communiqué au Conseil général, une fois approuvé par le gouvernement. Il a dit espérer que le Conseil accueillerait cette offre de manière positive et qu'il tiendrait compte de la situation économique particulière du Nigéria et de la nécessité de lui accorder le temps de faire les ajustements nécessaires.

11. La mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay et une meilleure intégration du Nigéria à l'économie mondiale restaient des enjeux de taille. Soulignant que le Nigéria s'était heurté à plusieurs difficultés concernant le respect de certaines de ses obligations contractuelles, le représentant a déclaré qu'il suivrait avec un intérêt particulier l'évolution des travaux des Comités de l'OMC de l'évaluation en douane, de l'inspection avant expédition, de l'agriculture, de la propriété intellectuelle, des mesures concernant les investissements et liées au commerce, des marchés publics, des sauvegardes et des subventions ainsi que des négociations dont il était question dans la Déclaration ministérielle de Genève principalement pour ce qui était du programme incorporé. Il a dit espérer que les débats sur ces questions ne créaient pas de nouveaux obstacles au commerce de produits qui revêtent une grande importance pour les exportations du Nigéria.

12. En conclusion, il a réaffirmé que, depuis 1991, l'objectif global de la politique commerciale du Nigéria était la diversification de la base des exportations du pays ainsi que la poursuite de la libéralisation du régime d'importation. Avec la mise en place de mesures axées sur les marchés, il ne doutait pas que le climat économique du Nigéria s'améliorerait et que le secteur privé serait appelé à jouer un rôle plus important dans tous les secteurs de l'activité économique. Il a donc invité tous les Membres de l'OMC à visiter le Nigéria et à y investir car, avec sa population de plus de 110 millions de personnes, il s'agissait d'un marché d'Afrique offrant de nombreux débouchés.

III. DÉCLARATION DU PREMIER PRÉSENTATEUR

13. Le premier présentateur (M. Moncef Baati) a rappelé qu'en 1991, le Nigéria avait été le premier pays d'Afrique à se soumettre au mécanisme d'examen des politiques commerciales. Depuis lors, des progrès considérables avaient pu être réalisés, grâce à une politique budgétaire de prudence qui avait permis de résorber le déficit budgétaire du gouvernement fédéral. La croissance du PIB s'était accélérée, étant passée de 1,4 pour cent en 1994 à 3,8 pour cent en 1997, et on prévoyait un accroissement de 8 pour cent pour 1998. Le présentateur a demandé si la fermeture de comptes dédiés, destinés au financement de projets prioritaires du gouvernement, ne compromettait pas la mise en place des infrastructures nécessaires à l'expansion industrielle.

14. L'intervenant a fait remarquer que la lourde dette publique représentait un handicap potentiel en matière d'investissements dans les secteurs non traditionnels et il a demandé comment le Nigéria entendait rétablir le dialogue avec les créanciers de l'extérieur afin de remédier à la situation. Cependant, malgré l'importance du service de la dette, un excédent de 4 milliards de dollars EU avait été enregistré en 1996 au titre de la balance des paiements. Cette amélioration coïncidait en outre avec l'élimination progressive de produits de la liste des prohibitions à l'importation. Il a rappelé que le Comité de l'OMC des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements avait exigé l'élimination complète de ces restrictions à l'importation. La notification que le Nigéria avait adressée concernant certaines restrictions qui étaient maintenues à titre de mesures de sauvegarde avait aussi suscité des préoccupations chez des Membres de l'OMC. Le présentateur s'est réjoui du plan annoncé par le Ministre du commerce et du tourisme du Nigéria en vue d'abolir d'ici trois ans les prohibitions à l'importation et a demandé si d'autres mesures de libéralisation du commerce étaient envisagées, par exemple dans le contexte du programme Horizon 2010.

15. L'intervenant a rappelé que l'économie nigériane était fortement tributaire des exportations de pétrole brut, lesquelles représentaient 95 pour cent des recettes d'exportation et 75 pour cent des recettes budgétaires. Il a demandé comment le gouvernement nigérian prévoyait contrer la menace que représentaient les fluctuations des prix du pétrole pour la croissance économique. Si la diversification des exportations était une solution évidente, il fallait aussi tenir compte d'un certain nombre de handicaps dont souffrait toujours le secteur de l'agriculture et qui l'empêchaient de jouer son rôle dans le développement du pays. À cet égard, il espérait que la libéralisation récente du marché des engrais améliorerait les rendements agricoles.

16. Le secteur manufacturier était toujours une source de préoccupation importante, car il influait grandement sur la croissance économique et sur la diversification des exportations. Selon l'intervenant, la forte proportion de produits frappés de droits de douane élevés ainsi que la faible part de consolidations tarifaires pouvaient rendre le Nigéria moins intéressant aux yeux des investisseurs. Dans ce contexte, l'intégration à l'économie globale du secteur informel, dont la contribution à l'emploi était essentielle, permettrait d'accroître les recettes fiscales et de fournir une base plus solide pour le commerce et la coopération à l'échelle interrégionale. Faisant référence au rôle du Nigéria au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), il l'a invité à renforcer ses relations commerciales sur le continent africain.

17. La mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur l'OMC était une étape-clé de l'intégration du Nigéria à l'économie mondiale. L'intervenant a insisté sur la nécessité de créer un mécanisme national qui permettrait de suivre les progrès à cet égard et il a recommandé la mise sur pied d'une commission dont le rôle consisterait à mieux coordonner les travaux des diverses administrations concernées, à définir les changements législatifs nécessaires au respect des dispositions de l'Accord sur l'OMC et à cerner les besoins en matière d'assistance technique.

18. Soulignant que l'ambitieuse campagne de privatisation ne pouvait que contribuer à accroître l'efficacité et à attirer l'investissement étranger, il a demandé quels étaient les secteurs ciblés et quelles échéances avaient été fixées. Selon lui, ces efforts de privatisation aideraient le gouvernement à atteindre l'objectif qu'il s'était fixé, soit faire du Nigéria un pays développé d'ici l'an 2010. Il a demandé si les autorités avaient l'intention d'établir une commission qui serait responsable de la bonne marche des activités de privatisation et si l'adoption d'une loi en matière de concurrence était prévue.

IV. DÉCLARATION DE LA DEUXIÈME PRÉSENTATRICE

19. La deuxième présentatrice (Mme Florence Dobelle) s'est réjouie de l'annonce faite par la délégation du Nigéria de l'établissement d'un plan visant à éliminer d'ici trois ans les prohibitions à l'importation, mais elle était d'avis qu'il fallait à la fois élargir et étoffer le processus de libéralisation des importations. Soulignant qu'il était nécessaire de simplifier les procédures d'importation en éliminant les documents faisant double emploi, la présentatrice a demandé s'il y avait un échéancier prévu concernant l'abolition du système d'inspection avant expédition. Elle a en outre demandé si le Nigéria avait l'intention d'adopter une législation sur les sauvegardes, quelles mesures étaient prises en prévision de la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane à l'expiration de la période de transition de cinq ans, soit le 1^{er} janvier 2000, et pour l'aider à respecter ses engagements à ce titre, elle a recommandé au Nigéria de demander une assistance technique.

20. L'intervenante a ensuite suggéré plusieurs nouveaux domaines dans lesquels il faudrait envisager de libéraliser certaines mesures, notamment réduire les droits de douane sur les intrants utilisés dans les branches de l'agriculture et de la transformation des aliments. Il y aurait avantage à consolider un plus grand nombre de lignes tarifaires aux taux appliqués. Elle a également demandé si le Nigéria estimait possible, à long terme, qu'il devienne partie à l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information.

21. Faisant référence au régime d'exportation du Nigéria, elle a exprimé l'opinion selon laquelle la lourdeur des procédures était un obstacle à la diversification des exportations et a demandé si le Nigéria envisageait une libéralisation dans ce domaine. Faisant remarquer que la politique commerciale ne constituait peut-être pas une solution aux problèmes financiers, elle a proposé que la procédure d'inspection avant expédition des exportations soit évaluée sous l'angle de l'efficacité, des coûts et du contournement. Le Nigéria envisageait-il une réduction du nombre de secteurs assujettis à des prohibitions à l'exportation? Quels secteurs pourraient tirer profit d'une telle ouverture? Elle a aussi demandé si le Nigéria appliquait toujours des prix minimaux à l'exportation.

22. Les nombreux programmes d'aide à l'exportation du Nigéria tranchaient sur les procédures administratives complexes en matière d'exportation. Comme une partie de l'aide ainsi fournie servait à financer les activités d'entreprises étrangères, l'intervenante s'interrogeait sur les coûts budgétaires. À son avis, le Nigéria pourrait remplacer les programmes de subventions en place par des prescriptions de résultats à l'exportation axées sur l'investissement, dans l'esprit de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC).

23. En ce qui concernait la promotion de l'investissement et le développement des infrastructures, elle a insisté sur l'importance d'un cadre juridique stable et sûr, nécessaire à l'expansion du commerce, et d'un secteur bancaire et financier solide. Plus précisément, les investisseurs devaient pouvoir compter sur des tribunaux et des procédés adéquats en cas de litige et être en mesure de recouvrer leurs créances. L'intervenante a également insisté sur la nécessité de mesures additionnelles pour régler les problèmes de contrefaçon et de piratage.

V. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

24. Le représentant de Hong Kong, Chine a fait l'éloge du Nigéria pour son engagement à libéraliser les télécommunications et à entreprendre une réforme des services financiers, deux secteurs où l'intervention constante de l'État avait, par le passé, freiné la modernisation. Il a également fait remarquer que la profusion de documents nécessaires à l'importation ne facilitait pas les échanges. Le fait que les droits de douane appliqués par le Nigéria changeaient chaque année amoindriait la prévisibilité. L'intervenant recommandait qu'une part plus importante du tarif douanier fasse l'objet d'une consolidation. Il a également demandé ce qui était advenu des droits d'atterrissage sur les importations après l'abolition des droits d'accise. Pour conclure, il a rappelé que sa délégation avait communiqué à l'avance et par écrit un certain nombre d'autres questions.

25. La représentante des États-Unis a déploré le fait que les améliorations apportées à la politique commerciale, si évidentes en 1991 lors du dernier examen de cette politique, ne s'étaient pas poursuivies au même rythme dans les années qui avaient suivi, c'est-à-dire lors de la première partie de la présente décennie. Les effets des dérogations importantes aux dispositions des Accords de l'OMC s'étaient principalement fait sentir chez les entreprises et les particuliers du Nigéria, dans l'exercice des activités commerciales ou du point de vue des avantages tirés du commerce. Elle a précisé que les États-Unis avaient interdit les services aériens commerciaux vers le Nigéria pour des raisons de sécurité.

26. Parmi ces dérogations, il y avait notamment le maintien et même l'augmentation du commerce d'État, la substitution des importations, les interdictions d'importer et d'exporter et autres restrictions quantitatives, les droits de douane élevés, la multiplication des prescriptions douanières et l'application non prévisible de multiples obstacles au commerce et de subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire, ce qui avait aggravé les problèmes économiques. Ces pratiques commerciales étaient bien souvent contraires aux engagements que le Nigéria avait contractés dans le cadre de l'OMC. Elles avaient empêché les Nigériens de tirer profit de l'expansion du commerce dans les années 90, comme avaient pu le faire de nombreuses autres économies.

27. Les efforts déployés depuis 1995 pour corriger le tir, par exemple l'adoption de droits de douane réalistes, l'élimination des mesures non tarifaires et la mise en place d'autres réformes "favorables à l'investissement" étaient les bienvenus et devraient être maintenus, élargis et renforcés, afin d'accroître encore plus les investissements tant intérieurs qu'étrangers.

28. Le cadre institutionnel du Nigéria ainsi que les conventions constitutionnelles actuelles faisaient en sorte d'augmenter les risques liés à l'exercice d'une activité commerciale dans ce pays. La transparence, un gouvernement responsable et le respect des règles amélioreraient grandement la confiance des entreprises et, par conséquent, le commerce et l'investissement. La croissance à moyen et à long terme de l'économie du Nigéria dépendait de la mesure dans laquelle le gouvernement nigérian intensifierait et accélérerait le processus de réforme structurelle, une condition préalable essentielle au rééchelonnement de la dette et à l'accroissement de l'investissement privé.

29. L'intervenante s'est déclarée favorable à la demande d'assistance technique que le Nigéria avait adressée à l'OMC et aux pays développés dans le but de réaligner sa réglementation intérieure en fonction des exigences de l'OMC, de développer les capacités humaines et de renforcer ses institutions pertinentes, de façon à pouvoir mettre en œuvre sans problème les dispositions des Accords de l'OMC. Elle a rappelé que l'initiative de partenariat du Président Clinton pour la croissance économique et l'exploitation des débouchés en Afrique mettait l'accent sur la collaboration avec les pays d'Afrique ayant entrepris des réformes afin de faciliter leur intégration à l'économie mondiale.

30. Après avoir signalé que sa délégation apprécierait que le Nigéria fournisse des réponses par écrit aux questions qui lui avaient été soumises à l'avance, l'intervenante a exprimé l'opinion selon

laquelle la mise à exécution rapide de la législation nécessaire, c'est-à-dire donnant force de loi aux dispositions des Accords de l'OMC, contribuerait à faire du Nigéria une destination d'investissement beaucoup plus intéressante. Elle a invité le Nigéria à demander l'aide des comités appropriés de l'OMC au sujet des secteurs d'activité pour lesquels il faudrait de nouvelles lois.

31. Le système de remises de droits variables appliqués, de droits de douane spéciaux et de surtaxes générales du Nigéria n'était ni prévisible ni transparent et représentait un fardeau inutile pour le commerce. La représentante préconisait de ramener les taux de droits les plus élevés à un niveau commercialement viable, offrant à la fois protection et recettes sans pour autant encourager la fraude douanière et la contrebande. Dans la mesure où ces droits de douane visaient à stimuler la production intérieure, elle a demandé s'il convenait que le Nigéria consacre des ressources intérieures à la production de biens qui, pour être concurrentiels, devaient être frappés d'un droit représentant plus de la moitié de leur valeur. Si le Nigéria élargissait le champ d'application des droits consolidés prévus par l'OMC, les entreprises sauraient beaucoup plus à quoi s'attendre.

32. Comme d'autres, la représentante des États-Unis était d'avis que le Nigéria devait mettre fin aux contingents et aux restrictions par voie de licences. En particulier, elle se demandait pourquoi le Nigéria avait justifié à titre de mesures de sauvegarde ses prohibitions à l'importation de millet, sorgho, farine de blé et gypse, et ce malgré l'absence d'une législation conforme aux dispositions de l'OMC en cette matière et en dépit de l'entrée par des voies non officielles de quantités importantes de ces produits.

33. Le recours à des taux de change différentiels pour évaluer les importations "officielles" ainsi que les importations du secteur privé représentait une violation évidente de l'article VII du GATT et de l'Accord sur l'évaluation en douane, compte tenu du fait qu'une telle pratique était contraire à l'obligation de se fonder d'abord sur la "valeur transactionnelle". L'utilisation de prix de référence à l'importation était également absolument interdite en vertu des règles de l'OMC. Le système d'inspection avant expédition avait pour effet de retarder les échanges, ne respectait pas les dispositions de l'Accord sur l'inspection avant expédition et était appliqué de manière discriminatoire. L'intervenante invitait aussi le Nigéria à accélérer les procédures de dédouanement.

34. Le Nigéria était partie à la plupart des accords internationaux en matière de droits de propriété intellectuelle, mais les procédures destinées à faire respecter ces droits manquaient toujours de fermeté, en particulier dans le cas des brevets et des marques de fabrique ou de commerce. La plupart des entreprises ne se donnaient pas la peine de déposer leurs marques de fabrique ou de commerce ou de faire une demande de brevet parce qu'elles jugeaient ces mesures inefficaces dans l'ensemble. Le Nigéria était considéré comme le plus important marché d'Afrique pour les produits piratés en provenance de pays tiers et la production ainsi que la vente de cassettes, de bandes vidéo, de logiciels et de livres piratés restaient des activités répandues. Compte tenu de ces problèmes, l'intervenante a demandé un aperçu des mesures que le Nigéria entendait prendre pour rendre son régime de protection des droits de propriété intellectuelle conforme aux exigences de l'Accord sur les ADPIC, avant l'échéance du 1^{er} janvier 2000.

35. La représentante des États-Unis s'est réjouie de la libération de deux importants dirigeants syndicaux et a insisté pour que le gouvernement libère les autres. En 1997, le Nigéria avait fait l'objet d'un "paragraphe spécial" lors de la Conférence internationale du travail de l'OIT pour avoir contrevenu à de nombreuses dispositions de la Convention de 1987 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical. Signalant que le Nigéria avait été cité à deux autres reprises dans des paragraphes spéciaux, elle a demandé si les autorités avaient l'intention de collaborer avec la Commission spéciale d'enquête en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT et si les droits fondamentaux dans le domaine du travail seraient respectés dans les nouvelles zones franches industrielles.

36. La représentante de l'Australie a souligné que l'économie du Nigéria avait fait les frais du climat persistant d'incertitude politique et institutionnelle et que la démocratie et la saine gestion publique étaient des conditions essentielles au développement et au libéralisme économiques.

37. Une protection tarifaire élevée allait à l'encontre des objectifs du programme Horizon 2010 du gouvernement et le Nigéria devrait privilégier les secteurs d'activité dans lesquels le pays pouvait véritablement soutenir la concurrence à l'échelle internationale. Depuis le budget de janvier, la privatisation de la Société nigériane des télécommunications NITEL et de la compagnie d'électricité NEPA n'avait guère progressé. L'intervenante a invité le gouvernement à mettre rapidement en application la législation nécessaire de façon à ce que ces entreprises puissent contribuer à l'expansion économique. Des efforts de développement plus poussés bénéficieraient également au secteur des industries extractives. Des sociétés australiennes ayant fait leurs preuves dans d'autres pays d'Afrique occidentale avaient manifesté un intérêt pour le Nigéria, mais attendaient de voir si les conditions relatives à l'impôt et à la propriété seraient améliorées.

38. L'intervenante était d'avis que le manque de transparence et le peu de prévisibilité du régime d'importation du Nigéria avaient été des facteurs de désincitation au commerce et elle joignait sa voix à ceux qui préconisaient une consolidation plus étendue des droits de douane. Les restrictions quantitatives que le Nigéria continuait d'appliquer étaient incompatibles avec ses engagements découlant de l'OMC, comme il était précisé dans les questions écrites que l'Australie lui avait fait parvenir à l'avance. Pour conclure, elle a fait remarquer que le Nigéria était à la croisée des chemins dans ses politiques économique et commerciale et elle encourageait le Nigéria à agir rapidement dans son nouvel environnement politique, en concentrant ses efforts sur le programme de privatisation annoncé et en faisant en sorte d'accroître la transparence de ses politiques commerciales et de respecter ses engagements découlant de l'OMC; le rétablissement de la confiance internationale dans son économie en dépendait.

39. Le représentant du Japon trouvait encourageants la croissance économique accrue, la stabilité du taux de change et le faible niveau d'inflation. Il a dit espérer que les efforts de libéralisation du commerce annoncés dans le budget de 1998 se poursuivraient et que la croissance économique prendrait appui sur des conditions macro-économiques stables et sur un secteur privé fort. Il a invité le Nigéria à réexaminer le bien-fondé des droits à l'importation exclusifs des entreprises commerciales d'État et il s'est associé à ceux qui s'étaient montrés critiques à l'égard du maintien de restrictions quantitatives sur les importations et de la non-transparence des procédures douanières.

40. Le système d'inspection avant expédition du Nigéria avait été décrit comme étant coûteux et inefficace. Les douanes nigériennes avaient pour habitude de fixer un taux de droit plus élevé que celui qui figurait dans le rapport sur les droits d'importation. La délégation du Japon avait soumis un certain nombre de questions par écrit. Il a invité le Nigéria à consolider ses droits et à réduire les obstacles au commerce, tout en éliminant toute mesure discriminatoire.

41. Le représentant du Canada a fait observer que l'instabilité et l'imprévisibilité du cadre institutionnel du Nigéria restaient au cœur des préoccupations et que l'opacité actuelle des arrangements constitutionnels et le recours fréquent aux décrets avaient affaibli la primauté du droit, accru les risques liés à l'exercice d'une activité commerciale au Nigéria et donc découragé l'investissement et le commerce. Il a demandé des précisions au sujet des nouveaux plans du gouvernement pour renforcer la primauté du droit et adopter un cadre constitutionnel bien défini.

42. Le représentant de l'Union européenne a rappelé que les relations politiques entre l'UE et le Nigéria causaient toujours problème et que des sanctions étaient en place, motivées par des violations graves des droits de l'homme. Il existait un lien entre l'amélioration de la situation politique et la performance économique. Si un pays aussi riche en ressources affichait des résultats économiques aussi décevants, c'était à cause de facteurs tels que le manque de responsabilisation, de transparence et de prévisibilité qui caractérisait le cadre institutionnel, la fraude et la corruption largement répandues,

la lourdeur des procédures administratives, le protectionnisme, la surréglementation et la mauvaise gestion. Une transition réelle vers un gouvernement civil démocratique et la primauté du droit améliorerait grandement le climat du commerce et de l'investissement et contribuerait au développement économique. L'UE s'était réjouie des déclarations en ce sens du nouveau chef de l'État et de la libération récente de quelques prisonniers politiques.

43. Les fortunes engendrées par le secteur du pétrole étaient restées concentrées entre les mains d'une minorité, tandis que la plupart des habitants du pays vivaient dans des conditions de plus en plus difficiles. Les statistiques du PNUD et de la Banque mondiale faisaient état d'une augmentation de la pauvreté absolue et d'une détérioration des indicateurs sociaux. Le nombre élevé d'obstacles au commerce et à l'investissement expliquait en long et en large les problèmes économiques et sociaux en cours.

44. L'intervenant a déclaré qu'il partageait les préoccupations déjà exprimées concernant le maintien par le Nigéria de restrictions à l'importation et qu'il avait soumis une question écrite à ce sujet. En outre, le nombre de produits faisant effectivement l'objet d'interdictions était supérieur au nombre de produits figurant sur la liste des importations prohibées en raison des définitions plutôt larges utilisées. Le système d'inspection avant expédition équivalait à un obstacle non tarifaire et était appliqué de manière discriminatoire. D'importants obstacles au commerce étaient également associés aux frais de licences élevés ou aux prescriptions sévères en matière d'enregistrement qui s'appliquaient dans le cas des produits du pétrole, des aliments, des boissons, du tabac, des produits chimiques et des produits pharmaceutiques. Les divers organismes qui exerçaient leurs activités dans les ports entravaient les courants commerciaux, et les prélèvements illégaux au déchargement majoraient le coût des importations, de 45 pour cent dans certains cas. En somme, les restrictions à l'importation faussaient la situation du marché, décourageaient les exploitants sérieux et encourageaient la contrebande.

45. L'absence d'un véritable marché des devises, comme en témoignait le double système de change avec son taux officiel préférentiel pour les transactions officielles, constituait une source majeure de distorsions, compte tenu du fait que les recettes tirées du pétrole et les paiements au titre du service de la dette étaient sous-évalués dans les comptes du secteur public. Le système avait aussi pour effet de fausser les mécanismes des prix et d'encourager le maintien d'organismes parapublics. Il constituait un obstacle de taille à la reprise d'apports de financement extérieurs et au rééchelonnement de la dette. La suppression du taux de change double et la budgétisation des subventions à leur valeur de marché amélioreraient la transparence de la politique budgétaire et renforceraient la confiance du public et des investisseurs.

46. Les monopoles d'État ou monopoles publics dominaient dans des secteurs comme les industries extractives, le pétrole, les télécommunications, les chemins de fer et le transport aérien. Quelque 1 500 entreprises publiques représentaient entre 30 et 40 pour cent de l'investissement en capital fixe et de l'emploi, état de choses qui pesait lourdement sur les finances publiques. Il n'y avait pas de politique expresse de la concurrence destinée à garantir l'efficacité des mécanismes du marché et il y avait un manque évident de transparence dans les pratiques de passation de marchés publics.

47. Le marché national de l'énergie avait été gravement perturbé par de multiples interventions de l'État (restrictions des investissements étrangers, monopoles publics et commerce d'État). Les prix intérieurs étaient bien inférieurs aux niveaux mondiaux. L'entretien des raffineries avait été négligé, donnant lieu à des pénuries de combustibles, à la contrebande et à des importations substantielles de produits pétroliers. La corruption à tous les niveaux, la fraude douanière et le commerce informel étaient des problèmes quotidiens. L'intervenant a dit partager les préoccupations exprimées au sujet de la protection des droits de propriété intellectuelle.

48. Les mesures et les efforts récents des autorités nigérianes ainsi que l'établissement de la Commission Horizon 2010 et son rapport digne de mention allaient dans le sens de la

déréglementation, de la libéralisation et de la privatisation. Cependant, sans une amélioration radicale du cadre institutionnel et un raffermissement de la primauté du droit, ces mesures risquaient fort de tomber dans l'oubli, sur une tablette quelconque, au détriment de la population nigériane. L'UE était par ailleurs disposée à appuyer les efforts de réforme du Nigéria, à condition que se manifeste une volonté politique ferme de remédier aux problèmes recensés.

49. Le représentant de l'Égypte a tenu à féliciter le gouvernement du Nigéria pour les mesures positives et les efforts significatifs qui avaient pu être observés après le premier examen en 1991, ce qui témoignait du désir sincère du Nigéria de remplir ses obligations en tant que Membre fondateur et Membre actif de l'OMC. Les mesures de libéralisation avaient amélioré la performance économique, un large éventail de produits avaient été enlevés de la liste des prohibitions à l'importation et les réductions de droits prévues pour la période 1995-2001 en vertu de la nouvelle structure tarifaire devaient stimuler l'efficacité et la compétitivité des fabricants nigériens. Les nouvelles mesures en matière d'investissement accordaient la marge de manœuvre et la protection nécessaires aux investissements dans la plupart des secteurs de l'activité économique.

50. L'intervenant a encouragé le Nigéria à adopter de nouvelles mesures de libéralisation, de façon à éliminer progressivement toutes les prohibitions à l'importation, à appuyer les efforts des fabricants et à diversifier la production et les exportations. Il a demandé dans quelle mesure le Nigéria tirait profit de son appartenance à la CEDEAO et ce qui pourrait être fait pour améliorer les résultats découlant de l'accord.

51. Le représentant de la Norvège a établi un parallèle entre la déclaration suivante du Nigéria: "Depuis le dernier examen effectué en 1991, la politique économique a cherché à favoriser une plus grande transparence et responsabilisation dans la gestion de l'économie nigériane. Le principal objectif ainsi visé consiste à rétablir la confiance dans l'économie nigériane de façon à stimuler l'investissement tant national qu'étranger", d'une part, et l'observation suivante tirée du rapport du Secrétariat: "L'incertitude politique et institutionnelle persistante a ébranlé la confiance de la communauté internationale dans l'économie nigériane, qui au moment du premier examen en 1991 allait grandissant", d'autre part. Il a ajouté qu'il partageait les préoccupations déjà exprimées concernant l'instabilité et l'imprévisibilité du système institutionnel nigérien, l'opacité actuelle des arrangements constitutionnels et le recours trop fréquent aux décrets.

52. Il s'est réjoui de voir que le gouvernement nigérien avait mis l'accent sur le besoin essentiel de rétablir la confiance dans l'économie du pays, estimant qu'il existait une relation étroite entre le développement économique, le commerce et la réforme. Il a en outre souhaité que soit entreprise une réforme politique fondée sur les principes de démocratie et de primauté du droit reconnus à l'échelle internationale. Une telle réforme était essentielle au rétablissement de la confiance ainsi qu'à la création de la stabilité et la prévisibilité qui étaient absolument nécessaires à la promotion des investissements et à l'amélioration des relations commerciales avec les autres Membres de l'OMC. Il a insisté sur l'urgence d'une coopération entre le Nigéria et l'OIT, dans l'optique du respect des principales normes du travail.

53. Le représentant de la Suisse a fait observer que le Nigéria était le plus important partenaire commercial de la Suisse en Afrique, mais que le commerce du Nigéria n'avait connu aucune expansion ou diversification depuis 1991, malgré un potentiel énorme. Il a dit partager les préoccupations exprimées au sujet du nombre trop restreint de consolidations tarifaires et de leurs taux particulièrement élevés, des fréquents changements tarifaires qui pénalisaient à la fois les exportateurs et les importateurs, de la lourdeur des procédures en matière d'exportation et du maintien des restrictions quantitatives à l'importation. Il a encouragé le gouvernement à accélérer le processus de réforme et a fait remarquer qu'une mise en œuvre rapide des Accords de l'OMC ainsi que le plein respect des principes multilatéraux seraient perçus comme un signe de l'importance que le Nigéria attache à une économie de marché fondée sur des règles.

54. Le représentant du Pakistan a fait part de son appréciation pour les efforts récents visant à remettre l'économie nigériane sur le droit chemin, y compris l'élimination du déficit budgétaire. Il a exprimé le souhait que le nouveau gouvernement poursuive ses efforts de réforme.

55. La représentante de la Côte d'Ivoire a souligné le fait que les deux pays avaient des préoccupations et des objectifs communs au sein de la CEDEAO et qu'ils avaient collaboré pour la paix et le mieux-être des gens dans la région. Elle a aussi félicité le gouvernement pour les réformes qu'il avait mises en place depuis 1995. Elle a cité en particulier la libéralisation du commerce des engrais. Elle a en outre fait appel à la communauté commerçante internationale afin qu'elle aide le Nigéria à accéder à de nouveaux marchés et à bénéficier de nouveaux flux d'investissement, car le développement du pays en dépendait. Elle a conclu en affirmant qu'en raison de l'importance du Nigéria dans la région, aider le Nigéria équivalait à aider tous les pays membres de la CEDEAO.

56. Le représentant du Maroc a signalé qu'avec un marché de 110 millions de personnes et ses ressources abondantes en hydrocarbures, le Nigéria était un partenaire commercial important avec lequel son pays souhaitait se livrer à des échanges accrus. Il s'est réjoui des améliorations récentes de nature macro-économique et de l'élimination des restrictions en matière d'investissement étranger, mais il a déploré le fait que le secteur manufacturier n'ait pas fait l'objet d'une expansion et que le Nigéria continue à dépendre des exportations de pétrole, d'une faible valeur ajoutée. Il s'est également réjoui de l'annonce de l'adoption du système SYDONIA pour le traitement des données douanières.

57. La représentante de l'Inde a fait état des mesures mises en place par les autorités nigérianes depuis 1991 en vue de promouvoir et de faciliter le développement et la gestion de l'économie et du commerce. À la suite du lancement, en 1986, du programme d'ajustement structurel, le PIB par habitant et autres indicateurs de développement s'étaient considérablement améliorés. Toutefois, comme les avantages conférés par le programme n'avaient pas touché l'ensemble des secteurs et qu'ils ne pouvaient être maintenus à long terme, en 1995, le Nigéria avait établi un programme de "déréglementation contrôlée" et de croissance tirée par le secteur privé. La réforme de la politique commerciale du Nigéria avait porté à la fois sur la libéralisation des importations et sur la promotion des exportations. L'intervenante s'est réjouie de l'annonce de la réduction possible de la période d'élimination progressive des limitations, qui passerait de cinq à trois ans. Ces programmes avaient été mis de l'avant au moment où les prévisions au sujet des tendances en matière d'exportation n'étaient pas très optimistes et où l'économie dépendait étroitement du pétrole brut, pour les recettes d'exportation et les recettes publiques en général. L'intervenante a donc conseillé au Nigéria de surveiller de près son secteur extérieur.

58. L'intervenante a demandé si les droits les plus élevés étaient perçus sur les biens de consommation et si des droits plus faibles s'appliquaient aux biens intermédiaires et aux biens d'équipement, conformément à la déclaration contenue dans le rapport du gouvernement nigérian selon laquelle la nouvelle structure tarifaire abaissait les taux des droits applicables aux produits de consommation afin de les rendre moins élevés que ceux visant les matières premières ainsi que les produits intermédiaires et les biens de production. Elle a ajouté qu'elle partageait les préoccupations exprimées au sujet de la nature discriminatoire du système d'inspection avant expédition.

59. L'intervenante a félicité le Nigéria, qui avait pu cerner le problème et prendre des mesures pour accroître la transparence et la responsabilité en matière de gestion économique. De telles mesures devraient grandement contribuer à rétablir la confiance chez les entreprises nationales et étrangères qui exerçaient des activités au Nigéria. Elle a dit se réjouir tout particulièrement des réformes que le gouvernement nigérian avait mises en place dans les douanes et les ports en 1996, dans le but d'éliminer les pratiques illicites et de favoriser une gestion plus rigoureuse et plus efficace. Selon la représentante, pour étayer de tels efforts et en recueillir les fruits, le Nigéria devait mettre davantage l'accent sur la régularisation du commerce informel. Enfin, elle a rappelé que les questions liées au respect des droits de l'homme et des droits du travail n'étaient pas du ressort de l'OMC et qu'il avait été établi, lors de la Conférence ministérielle de Singapour, que toutes les questions qui concernaient le travail devaient être soumises à l'attention des organisations internationales compétentes.

VI. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DU NIGÉRIA ET AUTRES OBSERVATIONS

i) Résultats économiques et cadre institutionnel

60. Le représentant du Nigéria a fait remarquer que la répartition inégale de la croissance dans les divers secteurs de l'activité économique découlait de la lenteur avec laquelle certains de ces secteurs avaient réagi au Programme de redressement de l'économie nationale. Le gouvernement déployait des efforts en vue d'apporter des améliorations dans ces secteurs, en particulier dans les secteurs des industries manufacturières et des services. L'économie était dans une large mesure tributaire des recettes pétrolières et il était prévu que les variations des prix du pétrole auraient une incidence sur la mise en œuvre des prévisions budgétaires. Dans les trois derniers exercices financiers, les estimations relatives au prix du pétrole brut figurant dans le budget étaient restées inférieures aux prix réels, ce qui expliquait les réserves d'une valeur de plus de 8 milliards de dollars EU. Un accès prudent à ces réserves, conjugué à une discipline financière constante et à des ajustements budgétaires appropriés, garantirait la bonne exécution du budget de 1998.

61. Pour la première fois depuis 1992, la tendance à la hausse de la dette extérieure avait été renversée grâce à la réduction de l'encours de la dette, qui était passé de 32,6 milliards de dollars EU en décembre 1995 à 28,1 milliards de dollars en décembre 1996. Par conséquent, le gouvernement avait donné suite aux stratégies déjà mises en place dans le but de garantir des niveaux soutenables du service et de l'encours de la dette extérieure avant le prochain millénaire. Le rapprochement des données des divers groupes de créanciers qui avait débuté en 1996 s'était poursuivi en 1997. À ce jour, onze des 14 pays créanciers avaient été visités, lesquels représentaient 94 pour cent de la dette du Nigéria à l'égard de cette catégorie de créanciers au 30 juin 1997. L'exercice de rapprochement avait aussi fait ressortir le fait que le Nigéria avait entièrement remboursé les dettes contractées auprès de l'Irlande, de la Suède et de la Norvège. L'endettement total du Nigéria envers les membres du Club de Paris, selon les données mises à jour au 31 décembre 1997, s'établissait à environ 18,98 milliards de dollars EU.

62. Le Nigéria était conscient du fait que l'existence d'un double système de change était une source de préoccupation pour ses partenaires commerciaux. Le taux de change officiel servait exclusivement au règlement des dettes extérieures du gouvernement fédéral et des gouvernements des États ainsi qu'aux transferts aux missions nigérianes à l'étranger. Toutes les autres opérations du gouvernement, y compris celles des organismes parapublics, étaient régies par le marché des changes autonome.

63. Le gouvernement avait adopté récemment un certain nombre de mesures pour intégrer le secteur informel aux activités économiques courantes, notamment la création de banques populaires et de banques communautaires pour fournir des facilités de crédit relativement abordables aux exploitants de ce secteur, lesquels n'avaient habituellement pas officiellement accès au crédit. Parmi les autres mesures mises de l'avant, il fallait citer le Programme d'amélioration de la situation économique des ménages ainsi que la création de marchés frontaliers, c'est-à-dire le long des frontières du Nigéria. Les activités exercées sur ces marchés devaient être soumises à un contrôle et comptabilisées afin que la contrebande puisse être réduite le plus possible. Cependant, le gouvernement s'était heurté à des difficultés le moment venu de déterminer la structure, l'organisation et les modes de fonctionnement du secteur informel; c'est ce qui expliquait pourquoi il avait demandé une assistance technique poussée en ces matières.

64. Le gouvernement du Nigéria avait mis en œuvre un programme de transition dont les éléments essentiels avaient été menés à bien. Ainsi, une nouvelle constitution serait promulguée le 1^{er} octobre 1998. En outre, pour garantir l'uniformité du cadre juridique et institutionnel, toutes les lois qui entravaient la concurrence et qui réduisaient la transparence faisaient l'objet d'une révision.

65. À la fin du Cycle d'Uruguay, un centre d'échange national (un comité interministériel) avait été établi pour évaluer les répercussions qu'auraient les Accords du Cycle d'Uruguay sur l'économie nigériane et donner des conseils sur les changements qu'il faudrait apporter pour rendre la législation nationale conforme aux dispositions des Accords de l'OMC. Des écarts significatifs avaient déjà été repérés dans les lois nigérianes relatives à la propriété intellectuelle, aux marchés publics, aux mesures antidumping, aux mesures de sauvegarde, à l'évaluation en douane, etc. Le représentant a demandé une assistance technique de la part de l'OMC et des pays développés en vue du réaligement de la réglementation nationale, du développement des capacités humaines et du renforcement des institutions pertinentes.

66. L'intervenant a souligné que les accords bilatéraux que le pays avait signés ne comportaient pas de concessions préférentielles; de façon générale, ils prévoyaient la facilitation du commerce, l'établissement de commissions conjointes chargées de contrôler les échanges entre les deux pays signataires et de fournir des renseignements concernant le commerce et l'investissement. En tant que membre fondateur de la CEDEAO, le Nigéria jouait un rôle actif sur la scène régionale pour ce qui était de la libéralisation des échanges. Toutefois, le succès de l'intégration à ce niveau sous-régional était compromis par le volume important des échanges informels entre les États membres et par le non-respect des engagements observé chez certains membres de la CEDEAO. Le Nigéria avait payé toutes ses redevances à ce jour et, en 1997, il avait mis à la dispositions de la CEDEAO un montant de 7 millions de dollars EU pour aider au déménagement de son siège social de Lagos à Abuja. Le Nigéria était également à peu près le seul membre à avoir payé intégralement sa contribution au fonds de compensation créé pour faciliter la mise en œuvre intégrale du programme de libéralisation du commerce.

67. Une assistance technique axée sur le développement de la CEDEAO était nécessaire à diverses fins dont la mise en œuvre du programme de libéralisation du commerce, l'harmonisation régionale des lois, tarifs, procédures et documents des douanes, normes et autres règlements techniques et la réalisation d'études sur l'intégration du secteur informel.

68. Le premier présentateur a rappelé le désir exprimé par le gouvernement nigérien d'amorcer un dialogue avec la communauté internationale. Il a souligné que le BIT pourrait fournir au Nigéria une assistance technique pour les études de son secteur informel. Il a également suggéré que le Nigéria tire avantage du programme tripartite OMC/CCI/CNUCED d'assistance technique pour l'aider à mettre en œuvre efficacement les Accords ayant résulté du Cycle d'Uruguay.

69. Le représentant de l'Union européenne était d'avis que la prévisibilité globale du régime nigérien ne pourrait être renforcée tant que les lois ne seraient pas modifiées par un décret signé par le Chef de l'État.

ii) Mesures commerciales

70. Le représentant du Nigéria a expliqué que les procédures de dédouanement avaient fait l'objet de réformes dans le cadre du programme de réforme et de modernisation des douanes. Ces réformes étaient axées sur la mise en œuvre intégrale des dispositions de la Convention de Kyoto portant sur la simplification et l'harmonisation des procédures douanières. En conséquence, l'Administration des douanes du Nigéria avait mis en vigueur un système de déclaration unique des marchandises qui était appliqué à toutes les procédures de dédouanement, y compris celles concernant la consommation intérieure, le transit et l'importation temporaire. Ce système était conforme au système SYDONIA, qui avait des modules pour toutes ces procédures. Les prescriptions en matière de documentation avaient été considérablement réduites par la mise en œuvre du système de déclaration unique et l'utilisation des formulaires correspondants de déclaration des marchandises et de déclaration en douane.

71. D'autres consolidations tarifaires découleraient des négociations futures. Les droits sur les produits de consommation étaient les plus élevés, mais ils étaient réduits progressivement, tandis que ceux applicables aux matières premières et aux biens intermédiaires et aux biens d'équipement connaissaient une tendance à la hausse, de façon à exposer progressivement les fabricants nationaux à la concurrence des importations et à attirer des investissements dans la production de matières premières et de biens intermédiaires.

72. Le système d'inspection avant expédition était toujours en place et le demeurerait tant que le système SYDONIA ne serait pas entièrement en application. Une fois cela fait et terminée l'installation des installations nécessaires à l'inspection des conteneurs et des marchandises (appareils de détection), les services des douanes devraient être en mesure de vérifier toutes les marchandises et le système d'inspection avant expédition pourrait être aboli. On espérait que le nouveau système faciliterait le commerce et permettrait un dédouanement en 48 heures des marchandises importées.

73. En ce qui concernait l'évaluation en douane, le Nigéria se fondait toujours sur la Définition de la valeur de Bruxelles. Or, comme la période de transition touchait à sa fin, le Nigéria avait mis sur pied un Comité de mise en œuvre de l'évaluation en douane. Ce comité avait élaboré un projet de code douanier qui avait été approuvé par l'Organisation mondiale des douanes. Ce code ainsi que les réponses au questionnaire de l'OMC sur l'évaluation en douane seraient transmis au Secrétariat pour observations. Le Nigéria avait également soumis à l'OMC une demande d'assistance technique pour l'aider à respecter les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane.

74. Le gouvernement reconnaissait pleinement ses obligations en vertu des Accords pertinents de l'OMC. Le gouvernement étudiait une proposition qui permettrait de régler à fond la question des produits figurant toujours sur la liste des prohibitions à l'importation, dans l'optique de leur élimination complète d'ici l'an 2000. Le résultat final de la proposition ferait l'objet d'une notification complète à l'OMC. Le Nigéria avait aboli les licences d'importation, sauf dans des circonstances très spéciales, lorsqu'un produit prohibé était autorisé à entrer au pays en vertu de contrats d'investissement étranger direct, auquel cas le produit en question serait frappé d'un droit de 100 pour cent.

75. Le Nigéria n'avait pas les capacités institutionnelles et réglementaires voulues pour les enquêtes en matière de dumping. Il envisageait cependant la création d'une autorité chargée de telles enquêtes. Il n'existait pas de subventions au commerce, seulement des incitations à l'exportation qui faisaient actuellement l'objet d'un réexamen afin de s'assurer de leur compatibilité avec les règles de l'OMC, le cas échéant. Quant aux autres subventions, la question était soumise à l'examen du Comité des subventions et des mesures compensatoires et le Nigéria collaborerait pleinement aux travaux de ce comité.

76. Le gouvernement du Nigéria n'avait pas d'entreprises commerciales d'État et aucun privilège n'était accordé à l'importation, sauf à la compagnie pétrolière nationale, à titre de mesure d'urgence suite à l'arrêt des raffineries du pays.

77. L'intervenant reconnaissait la nécessité d'adopter au plus tôt une politique adéquate en matière de concurrence. Les mesures qui s'imposaient seraient donc prises, dans le but de mettre en place un cadre de réglementation approprié. En ce qui touchait les marchés publics, il n'y avait pas de politique expresse donnant la préférence aux produits locaux, au détriment des produits importés. Compte tenu de la tendance actuelle à la privatisation et à l'assujettissement à des critères commerciaux, la part des dépenses publiques représentée par les marchés publics serait réduite progressivement. En attendant, le Nigéria étudiait la possibilité de mettre en œuvre l'Accord sur les marchés publics.

78. Le contexte associé aux normes et autres prescriptions techniques touchant les importations avait été décrit en détail dans le rapport du Secrétariat. Le Nigéria était membre de l'Organisation internationale de normalisation et de la Commission du Codex Alimentarius et toutes ses normes et

autres prescriptions techniques étaient conformes aux codes, normes et lignes directrices de ces organisations. Le Nigéria avait respecté toutes les obligations en matière de notification que lui imposaient les Accords OTC et SPS.

79. Le Nigéria avait entrepris de réviser ses lois sur la propriété intellectuelle pour les rendre conformes aux règles de l'OMC.

80. Les procédures en matière d'exportation avaient été simplifiées et accélérées. Il s'agissait de s'enregistrer auprès du Conseil nigérian de promotion des exportations, de se soumettre à l'inspection par des agents nommés par le gouvernement aux fins de déterminer la conformité aux normes de qualité et autres normes, et de remplir le formulaire établi par le Nigéria pour les besoins du rapatriement des recettes d'exportation.

81. La deuxième présentatrice a demandé des précisions concernant la date exacte proposée pour l'élimination des prohibitions à l'importation et la nature de ces prohibitions. Elle a demandé plus d'information sur les pratiques et procédures en matière de passation des marchés, sur le projet d'élimination du système d'inspection avant expédition et sur le régime d'importation appliqué aux produits du pétrole.

82. Le représentant de l'Australie a demandé des renseignements sur l'échéancier et la composition du comité responsable des privatisations.

83. Le représentant du Nigéria a répondu en expliquant que le système d'inspection avant expédition avait été réintroduit dans tous les pays, en attendant l'installation des appareils de détection qui seraient utilisés pour les marchandises importées ainsi que la mise en œuvre du système SYDONIA, prévue pour octobre 1998. La proposition d'élimination progressive actuellement à l'étude par le gouvernement concernait uniquement les prohibitions pour des raisons de balance des paiements, lesquelles devaient être supprimées avant le 1^{er} janvier 2000. Quoi qu'il en soit, une consultation plus large avait été entreprise et une proposition provisoire portait sur l'élimination de toutes les prohibitions à l'importation. Les membres du comité responsable des privatisations proviendraient du Bureau des entreprises publiques.

iii) Problèmes sectoriels

84. Le représentant du Nigéria a fait remarquer que le commerce des produits agricoles avait été libéralisé davantage, comme on pouvait le constater à la lecture des rapports du Secrétariat et du gouvernement. Il n'existait pas d'interdiction à l'importation de viandes ou de produits carnés. La faible croissance du secteur industriel était largement attribuable au caractère inadéquat de l'infrastructure et au coût élevé des machines et des matières premières. Les mesures de libéralisation visant à intensifier la concurrence, comme la mise en place de l'infrastructure relativement à l'énergie, aux communications et à l'utilisation des devises, devraient améliorer les perspectives du secteur industriel. En ce qui concernait l'exploitation minière et la protection de l'environnement dans le secteur de la production de pétrole et de gaz, le Nigéria avait fourni des explications détaillées dans les réponses écrites aux questions communiquées à l'avance. Le rapport du gouvernement contenait une description de la réforme récente du système portuaire en vue de lutter contre la contrebande et d'accroître l'efficacité. Pour ce qui était de la privatisation des services de télécommunication et d'électricité, l'intervenant a renvoyé à la réponse écrite fournie à la question 14.

85. Le premier présentateur a insisté sur l'importance de la politique commerciale dans tous les secteurs de l'activité économique du Nigéria et sur la nécessité d'améliorer la performance des divers secteurs de services. Une plus grande transparence et une stabilité accrue eu égard à la politique commerciale aideraient à attirer les investisseurs.

86. Répondant aux commentaires au sujet de la nécessité d'améliorer la performance dans les secteurs de services, le représentant du Nigéria a souligné que de nombreux secteurs avaient été libéralisés. Les banques avaient été privatisées, le transport aérien avait été déréglementé et le secteur ferroviaire faisait l'objet d'une restructuration.

VII. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT

87. Le deuxième examen de la politique et des pratiques commerciales du Nigéria a eu lieu ces deux derniers jours. Les remarques suivantes, faites sous ma seule responsabilité, visent à résumer les points essentiels de la discussion et ne sauraient constituer un rapport complet, lequel figurera dans le compte rendu de la réunion. Comme vous le savez, la délégation du Nigéria a communiqué ses réponses par écrit dans le contexte de cette réunion.

88. La discussion a porté sur trois thèmes principaux, à savoir: i) les résultats économiques et le cadre institutionnel; ii) les mesures commerciales; et iii) les problèmes sectoriels.

i) Résultats économiques et cadre institutionnel

89. Les Membres se sont félicités des progrès réalisés depuis 1995 pour rétablir la stabilité macro-économique grâce à un vaste programme de croissance tirée par le secteur privé, englobant la libéralisation de l'investissement étranger et une réforme du marché des capitaux. Ils ont toutefois noté que le développement était toujours irrégulier et que les indicateurs sociaux ne s'amélioraient pas. Constatant que l'économie restait tributaire des recettes provenant de l'exportation du pétrole, les Membres se sont enquis des perspectives économiques futures compte tenu de la faiblesse des cours du pétrole. Ils ont souligné que l'intégration du secteur informel dans l'économie pourrait faire augmenter les recettes fiscales et donner une assise plus stable au commerce.

90. Certains Membres ont mis en évidence le fait que l'économie nigériane avait souffert d'une incertitude politique et institutionnelle persistante. Ils ont souligné que la démocratie, une conduite avisée des affaires publiques et la primauté du droit étaient fondamentales pour le développement économique et ont demandé instamment au nouveau gouvernement de poursuivre le programme de réforme, y compris la transition vers un régime civil démocratique. Les Membres ont insisté sur la nécessité d'avoir plus de précisions concernant les nouveaux plans du gouvernement en vue de l'adoption de dispositions constitutionnelles bien définies.

91. Les participants ont demandé de quelle manière le gouvernement pensait aborder le problème de la dette publique extérieure, qui représentait une lourde charge pour l'économie. Il a également été signalé que l'utilisation d'un régime de double taux de change faussait les comptes du secteur public et faisait obstacle à la reprise des crédits multilatéraux et du rééchelonnement de la dette.

92. Les participants ont demandé instamment au Nigéria d'adopter la législation interne mettant en œuvre les Accords de l'OMC et, si nécessaire, de demander l'aide des Comités compétents de l'OMC afin de rendre sa législation conforme à ces accords. Certains Membres ont vivement encouragé le Nigéria à établir un mécanisme de suivi cohérent qui fournirait un cadre pour évaluer les résultats, apporter de nouvelles modifications aux textes législatifs et définir les besoins d'assistance technique. Des Membres ont demandé de quelle manière le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO avait renforcé les liens commerciaux entre les pays de la région et quels en avaient été les avantages pour le Nigéria.

93. Le représentant du Nigéria a répondu que la répartition inégale de la croissance était due à la réaction différée de certains secteurs aux réformes économiques entreprises ces dernières années. Le gouvernement s'efforçait d'aborder ces problèmes, en particulier dans les secteurs de l'industrie manufacturière et des services. L'intervenant a reconnu que l'économie restait tributaire des recettes pétrolières et que la faiblesse des cours du pétrole aurait un effet préjudiciable sur les résultats budgétaires. Cependant, des réserves de devises de plus de 8 milliards de dollars EU, des politiques financières prudentes et des ajustements budgétaires garantiraient la bonne exécution du budget de 1998.

94. L'intervenant a également fait observer que l'encours de la dette extérieure avait été ramené à 28 milliards de dollars EU en décembre 1996. Le gouvernement avait l'intention de rendre cet encours ainsi que le service de la dette extérieure supportables d'ici à la fin du siècle. L'ajustement des différentes estimations de la dette se poursuivait; la dette totale du Nigéria envers les membres du Club de Paris était tombée à un peu moins de 19 milliards de dollars EU au 31 décembre 1997. En ce qui concerne le double taux de change, l'intervenant a souligné que l'utilisation du taux officiel était strictement limitée aux paiements au titre de la dette extérieure publique ainsi qu'aux transferts destinés aux missions nigérianes à l'étranger.

95. Le représentant du Nigéria a indiqué qu'une nouvelle constitution serait promulguée le 1^{er} octobre 1998. Toutes les lois qui entravaient la concurrence et réduisaient la transparence étaient en cours de révision. Un comité interministériel avait été établi afin de donner des avis sur les modifications nécessaires pour rendre la législation nationale conforme aux Accords de l'OMC. Des lacunes avaient déjà été remarquées dans des domaines tels que la propriété intellectuelle, les marchés publics, la lutte contre le dumping, les sauvegardes et l'évaluation en douane.

96. L'intervenant a signalé que les accords bilatéraux conclus par son pays ne comprenaient pas d'arrangements commerciaux préférentiels. Le Nigéria participait activement au schéma de la CEDEAO, qui avait toutefois été entravé par le volume des échanges informels dans la région et par le manquement de certains membres à leurs engagements. Des mesures étaient prises pour intégrer le secteur informel dans l'économie officielle, notamment la création de marchés frontaliers, dont les autorités espéraient qu'elle permettrait de réduire la contrebande.

97. Le représentant du Nigéria a indiqué qu'une assistance technique était nécessaire pour étudier le secteur informel et développer le schéma de la CEDEAO. Une aide était également nécessaire pour réaligner la réglementation intérieure sur les règles multilatérales et renforcer la capacité institutionnelle d'application des Accords de l'OMC, notamment en ce qui concerne l'évaluation en douane.

ii) Mesures commerciales

98. Tout en se félicitant de la réduction des droits de douane et de leur dispersion depuis 1995, les participants ont relevé que les droits sur les produits de consommation restaient élevés et qu'il y avait de fréquentes modifications des droits de douane; il faudrait simplifier le système en supprimant les remises annuelles de droits et les surtaxes à l'importation. La prévisibilité serait également renforcée si l'on augmentait les consolidations tarifaires sur les produits industriels et si l'on réduisait l'écart entre les taux effectivement appliqués et les taux consolidés.

99. Les Membres ont fait observer que les procédures d'importation étaient longues et compliquées; les prix de référence étaient toujours en usage; le système d'inspection avant expédition paraissait coûteux, discriminatoire et inefficace; enfin, le service des douanes révisait souvent à la hausse le droit exigible évalué par les sociétés d'IAE. Dans ce contexte, certains Membres ont demandé des précisions sur les plans du gouvernement en vue de la mise en place du système SYDONIA pour le traitement des données douanières et sur la façon dont le gouvernement avait l'intention de se conformer aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane d'ici à la fin de la période de transition.

100. Les Membres se sont félicités des propositions soumises au gouvernement nigérian pour l'élimination progressive, d'ici à l'an 2000, de toutes les prohibitions à l'importation encore en vigueur. Cependant, certains Membres ont déploré le maintien de ces prohibitions et ont demandé des précisions quant à leur justification au regard de l'OMC en l'absence de législation nationale sur les mesures de sauvegarde conforme aux règles de l'OMC.

101. En outre, les Membres ont émis des doutes quant à la cohérence des politiques d'exportation du Nigéria. Ils ont fait remarquer que plusieurs prohibitions continuaient de restreindre les possibilités de diversification des exportations tandis que les prescriptions administratives, destinées essentiellement à garantir le rapatriement des recettes d'exportation, entravaient également l'activité du secteur. Par contre, un grand nombre d'instruments d'aide à l'exportation était toujours en place.

102. Les entreprises publiques continuaient de dominer de larges segments de l'économie et du commerce, représentant 30 à 40 pour cent de l'investissement en capital fixe. Les participants ont déploré le manque de transparence de la passation des marchés publics. Tout en se félicitant de l'annonce de la privatisation de plusieurs entités publiques, dont l'opérateur des télécommunications avant la fin de 1998, les Membres ont insisté sur la nécessité de mettre en œuvre une politique de la concurrence pour garantir l'efficacité du marché.

103. Certains participants ont fait observer qu'il était nécessaire de mieux faire respecter les droits de propriété intellectuelle et ont demandé quels étaient les plans du gouvernement pour rendre sa législation en matière de propriété intellectuelle conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

104. Le représentant du Nigéria a répondu que les régimes d'importation et d'exportation de son pays avaient fait l'objet de plusieurs réformes depuis 1991 afin qu'un cadre plus stable puisse être établi pour les échanges. La structure tarifaire avait pour objectif général d'encourager l'efficacité en réduisant les droits de douane sur les biens de consommation par rapport à ceux qui frappaient les matières premières et les produits intermédiaires.

105. Les procédures de dédouanement étaient en cours de révision afin que la Convention de Kyoto puisse être pleinement appliquée. L'inspection avant expédition était effectuée systématiquement, sans discrimination. Les prescriptions en matière de documentation avaient été considérablement réduites par la mise en vigueur d'une déclaration unique des marchandises qui était un premier pas vers l'instauration du système SYDONIA. L'objectif était de permettre aux importateurs de dédouaner les marchandises en 48 heures. Le Nigéria avait également mis au point un projet de code douanier qui avait déjà été approuvé par l'Organisation mondiale des douanes; ce code ainsi que les réponses au questionnaire de l'OMC sur l'évaluation en douane seraient transmis au Secrétariat pour observations.

106. L'intervenant a réaffirmé que les prohibitions relevant des dispositions relatives à la balance des paiements seraient progressivement supprimées d'ici au 1^{er} janvier 2000; à cet égard, une notification serait présentée très prochainement. En outre, son gouvernement étudiait une proposition concernant tous les produits figurant encore sur la liste des importations prohibées et qui pourraient en être retirés progressivement. Le régime de licences avait été aboli, sauf pour les produits prohibés qui étaient admis dans le cadre de contrats d'investissement étranger, sur lesquels était imposé un droit de 100 pour cent.

107. Les droits antidumping n'étaient pas incorporés dans la structure tarifaire. Le Nigéria n'avait pas encore les moyens de vérifier les allégations de dumping mais envisageait de mettre en place une autorité chargée des enquêtes.

108. Le Nigéria accordait des incitations à l'exportation, mais pas de subventions au commerce. Le gouvernement réexaminait ces incitations afin de s'assurer de leur compatibilité avec les règles de l'OMC. Il n'existait pas au Nigéria d'entreprises commerciales d'État et aucun privilège n'était accordé à l'importation, sauf à la compagnie pétrolière nationale, à titre de mesure d'urgence suite à l'arrêt des raffineries du pays. Il n'y avait pas de politique expresse donnant la préférence aux produits locaux dans les marchés publics.

109. L'intervenant a fait observer que l'on trouvait déjà dans les documents de l'OMC une description complète des règlements techniques du Nigéria et que celui-ci avait respecté toutes les obligations en matière de notification que lui imposaient les Accords OTC et SPS.

110. Le Nigéria avait entrepris de réviser ses lois sur la propriété intellectuelle pour les rendre conformes aux règles de l'OMC. Des lacunes législatives et des problèmes de mise en application avaient été constatés et seraient examinés en coopération avec l'OMPI et l'OMC. En outre, les autorités avaient conscience de la nécessité de s'assurer que les règles de concurrence appropriées étaient mises en place.

iii) Problèmes sectoriels

111. Les Membres ont posé des questions sur divers problèmes sectoriels, à savoir:

- les résultats obtenus dans le secteur agricole, qui était bloqué par certaines prohibitions à l'importation et à l'exportation, en dépit de la récente libéralisation des importations d'engrais et des exportations de manioc;
- les problèmes structurels et écologiques relatifs à la production pétrolière et gazière, qui représentait 95 pour cent des recettes d'exportation et les trois quarts des recettes publiques, y compris les pénuries de combustibles dues à l'effondrement de la capacité de raffinage;
- la nécessité de modifier la loi applicable à l'industrie extractive afin d'encourager le développement du secteur des minéraux solides;
- les obstacles au développement industriel dus à la complexité des politiques d'importation et d'exportation et au degré élevé d'intervention des pouvoirs publics, ainsi que les perspectives de réforme;
- les obstacles provenant de l'insuffisance des infrastructures dans les ports ainsi qu'en matière de transport, d'énergie et de télécommunication, et les perspectives d'amélioration grâce à la privatisation et à d'autres mesures visant à accroître l'efficacité.

112. Le représentant a répondu que le commerce des produits agricoles avait encore été libéralisé. Il a souligné qu'il n'était pas interdit d'importer des viandes ni des produits carnés. Les mesures visant à intensifier la concurrence pour la mise en place de l'infrastructure et sur le marché des devises devraient améliorer les perspectives qui s'offraient à l'industrie.

113. Le Nigéria avait commencé à réviser la Loi sur les ressources minérales afin d'encourager l'investissement étranger dans le secteur des minéraux solides, et l'impôt sur les plus-values avait déjà été aboli. Le Nigéria avait reconnu les conséquences néfastes du brûlage des gaz pour l'environnement et incitait les producteurs à limiter ces pratiques.

114. Reconnaissant les problèmes liés au fonctionnement des ports, l'intervenant a indiqué que le gouvernement avait déjà entamé un programme de réforme dans ce domaine. La privatisation de NITEL commencera avant la fin de 1998, et la compagnie d'électricité NEPA était réorganisée en prévision de sa privatisation. La politique en matière de transport maritime était également réexaminée en vue de sa libéralisation. Plusieurs autres activités étaient déjà ouvertes à l'investissement privé, dont le secteur bancaire et les transports aérien et routier.

115. En conclusion, je voudrais souligner que, dans cet examen, la plupart des Membres ont reconnu les progrès réalisés ces dernières années par le Nigéria en matière de politiques

macro-économique et commerciale. Néanmoins, les Membres ont aussi mis l'accent, de manière claire et franche, sur un grand nombre de problèmes de gestion publique, de structures et de politique générale qui entravent toujours le développement de l'économie et du commerce du pays.

116. En tant que Président, je me félicite de la franchise de la discussion et des réponses données par la délégation nigériane. J'espère que la transition du Nigéria vers un régime démocratique - clairement signalée par la délégation - résoudra de nombreux problèmes graves évoqués durant cette réunion et concernant la gestion publique, la stabilité et la prévisibilité des politiques. Je constate avec satisfaction que le Nigéria a recensé ses besoins d'assistance technique et qu'on lui a indiqué où trouver cette assistance, et j'espère que le dialogue amorcé ces deux derniers jours pourra se poursuivre. Je suis convaincu que les questions soulevées par les délégations seront sérieusement prises en considération par la nouvelle administration d'Abuja et qu'elles se traduiront par un programme positif de réforme économique continue qui permettra au Nigéria et au peuple nigérian de tirer parti, dans tous les secteurs économiques, du potentiel considérable du pays en tant que grande puissance économique d'Afrique.
